

ELEMENTS POUR UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DE LA MEDIATISATION DES CONTROVERSES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RETOUR SUR UN COLLOQUE INTERNATIONAL

PAR

Jean-Baptiste COMBY^{*}

AVEC

Stefan C. AYKUT^{**} et Hélène GUILLEMOT^{***}

Certains journalistes produisant des informations sur le problème climatique font l'objet de critiques de la part des entrepreneurs de cette cause¹. Parmi ces derniers se trouvent d'autres journalistes spécialisés, qui promeuvent une conception spécifique de la médiatisation des activités scientifiques². Il est notamment reproché aux journalistes moins spécialisés de rendre visibles des points de vue illégitimes – et qui souvent usurpent une autorité scientifique – sur la question du climat. Au-delà, les craintes exprimées par les « propriétaires »³ du problème climatique sont celles d'une perte de crédit de ces enjeux auprès, d'une part, des décideurs politiques ou économiques et, d'autre part, d'une « opinion publique » dont il faut rappeler qu'elle est construite de toute pièce par les sondages⁴.

Pour sortir de ces jugements de valeur, positions normatives et croyances qui alimentent les pages des journaux, revues et ouvrages intellectuels, il est utile de convoquer les sciences sociales pour comprendre quels sont les mécanismes à l'œuvre dans les mises en forme de la question climatique dans les médias. Telle fut la motivation principale du colloque intitulé « La médiatisation des 'controverses' liées aux changements climatiques. Regards sociologiques », qui s'est déroulé à Paris les 20 et 21 septembre 2010⁵. Inscrit dans une perspective résolument distanciée, méthodique, réflexive, il a réuni une dizaine de

^{*} Maître de conférences en Sociologie des médias à l'Institut français de presse (CARISM, Université Paris II Panthéon-Assas, France).

^{**} Doctorant au Centre Alexandre Koyré (CNRS-EHESS, France).

^{***} Postdoctorante au Centre Alexandre Koyré (CNRS-EHESS, France).

¹ Pour un exemple, cf. le site Internet de Jean-Marc Jancovici, notamment sa « Lettre ouverte aux journalistes qui ouvrent leurs colonnes – ou leur antenne – à n'importe qui et n'importe quoi en matière de climat (et de science) pourvu que ça mousse », www.manicore.com/documentation/climatosceptiques.html.

² Par exemple, Sylvestre Huet estime, à propos de la confrontation entre Jean Jouzel et Vincent Courtillot lors du journal télévisé de 20h du 9 novembre 2009 présenté par David Pujadas, que « *la présentation parfaitement symétrique des deux scientifiques, comme s'il s'agissait d'une controverse entre égaux, pareillement reconnus au niveau international, n'est pas raisonnable.* ». Cf. le site Internet sciences.blogs.liberation.fr/home/2009/11/climat-france2-d%C3%A9rape.html.

³ « *La capacité d'initier ou d'influencer la définition publique d'un problème renvoie à ce que j'appelle la 'propriété d'un problème'.* », écrit Joseph. R. GUSFIELD, *The Culture of Public Problems. Drinking-Driving and the Symbolic Order*, The University Press of Chicago, Chicago, 1981, p. 10.

⁴ Sur la nécessité de ne pas considérer les sondages comme un instrument de production de connaissances scientifiques, cf. notamment les travaux de Daniel Gaxie, Alain Desrosières, Pierre Bourdieu, Patrick Champagne, Philippe Aldrin, Rémy Caveng, Alain Garrigou, etc. Cf. également le site Internet observatoire-des-sondages.org/.

⁵ Ce colloque a été soutenu par le Groupement d'intérêt scientifique « Climat, environnement, société » et par l'Institut des sciences de la communication du CNRS.

chercheurs qui y ont discuté des manières dont les médias généralistes suédois, allemands, portugais, français, anglais et américains rendent compte des enjeux climatiques.

UNE POSTURE THEORIQUE ORIGINALE

Le cadrage du colloque invitait les intervenants, pour l'essentiel spécialistes de l'étude des médias et familiers de la sociologie des problèmes publics, à s'ouvrir aux acquis des *science studies*, plus précisément la sociologie des controverses. L'hypothèse au fondement des travaux de ce colloque était la suivante : « au cours de la 'carrière médiatique' d'un problème, ses cadrages dominants (*i.e.* ceux qui sont les plus accessibles et les plus récurrents) accordent plus ou moins de place aux registres de la « controverse ». La modification de ces cadrages tient avant tout à des transformations dans les configurations sociales au principe de la construction publique du problème, c'est-à-dire à la dynamique des relations entre les scientifiques, l'Etat et ses services, les associations, les journalistes ».

Cette hypothèse conjugue deux approches sociologiques qui dialoguent rarement : celle des controverses et celle des problèmes publics. La première étudie comment les désaccords d'ordre scientifique restent confinés à ou bien se déploient en dehors de l'espace scientifique⁶. La seconde analyse pourquoi des faits ou des situations deviennent des problèmes prétendant à une prise en charge par les médias, les administrations, la justice, les industries culturelles, l'institution scolaire, le marché, les individus, etc. Il s'agit d'observer comment, indépendamment de l'importance intrinsèque de l'enjeu, des agents se mobilisent pour faire accéder une cause à une plus forte visibilité publique. Ces agents sont inégalement professionnalisés, diversement dotés en ressources culturelles, économiques, sociales ou symboliques et entrent en concurrence avec d'autres groupes qui soutiennent d'autres causes ou bien d'autres visions du même enjeu.

Ainsi, la sociologie des controverses et l'étude des problèmes publics partagent le souci de mettre au jour des luttes définitionnelles. Elles prêtent une attention particulière aux relations entre des agents qui coopèrent ou s'affrontent pour imposer une vision légitime de ce qui doit être rendu – prioritairement – public. En outre, elles se complètent puisque que la première décortique les dynamiques d'accords et désaccords, tandis que la seconde propose une vue plus large au sein de laquelle il est possible d'apprécier l'ampleur des controverses. Celles-là apparaissent alors comme un « cadrage »⁷ – parmi d'autres – du problème.

L'importance donnée aux soubassements sociaux de la construction publique des problèmes incite également à délaisser les approches biologisantes en termes de « cycle de vie ». Celles-là postulent que les problèmes deviennent publics quand ils sont insoutenables, puis disparaissent – naturellement – des médias dès lors qu'ils sont résolus par les pouvoirs politiques. Le recours à la notion de « carrière »⁸ permet de souligner plutôt la dimension

⁶ Il faut remarquer que le label « controverse » fait partie de la controverse, c'est-à-dire que qualifier un désaccord de « controverse » est en soi un enjeu de luttes interprétatives. Il est utile, à cet égard, de distinguer les « controverses scientifiques » qui, confinées au sein des arènes scientifiques, se déroulent devant un public de pairs entre des acteurs qui se reconnaissent comme légitimes, des « controverses sociotechniques », qui se déploient dans une diversité d'univers sociaux, impliquent des acteurs aux statuts variés et se caractérisent par l'hybridation des arguments échangés.

⁷ Les opérations de cadrage correspondent aux processus de sélection, de hiérarchisation et de mise en forme des enjeux qui accèdent à certains « espaces publics ».

⁸ A propos du concept de « carrière » en sociologie, cf. Howard BECKER, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris, 1985 (1^{ère} éd. 1963) ; Laure BERENI, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, Thèse de doctorat en Science politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2007

processuelle, circonstanciée, non linéaire et socialement ancrée de ce qui apparaît moins comme le résultat de réalités objectivables que comme l'issue – provisoire – de rapports de force entre des groupes en compétition pour dire ce que sont ces réalités – et leur potentiel problématique –, les hiérarchiser, les promouvoir ou les contester.

DES PERSPECTIVES METHODOLOGIQUES CLASSIQUES

Les méthodes mobilisées par les participants sont à la fois étroitement liées à ces perspectives théoriques et très classiques en sociologie des médias. La plupart s'attachent à analyser de concert les contenus et les groupes sociaux qui co-produisent ces contenus, à savoir les journalistes et leurs univers de relation.

Les analyses de contenus quantitatives permettent d'apprécier, généralement dans une perspective longitudinale, le volume de la couverture médiatique du problème climatique au sein de différents médias⁹. Ces données peuvent ensuite être significativement affinées pour mesurer quels sont les enjeux les plus souvent traités, par quels types de journalistes, quelles sont les « sources » dont les arguments sont plus souvent relayés, etc. Se dessine ainsi une image assez fine de la médiatisation du problème. Cette image peut encore être précisée par des analyses qualitatives qui permettent de saisir les enjeux discursifs et sémiotiques et, ainsi, de caractériser un espace hiérarchisé de ce qu'il est possible de penser, de dire et de montrer.

Ces analyses de contenus gagnent généralement à se doubler d'une analyse plus proprement sociologique afin d'expliquer les formes de la médiatisation du problème. Plus longues, plus fastidieuses, moins rentables scientifiquement¹⁰, ces enquêtes auprès des groupes qui construisent le problème dans les médias s'avèrent pourtant indispensables pour mettre au jour des processus permettant de rompre avec les interprétations du « sens commun savant ». Par exemple, à rebours des discours qui expliquent la médiatisation accrue du changement climatique en France à partir de 2003 par la canicule européenne, ce type d'enquête permet de constater que le changement progressif de la valeur journalistique du problème climatique est redevable de transformations sociales au sein des champs scientifique, associatif, administratif et journalistique (*cf. infra*, l'encadré 2). Cette démarche sociologique suppose également d'interroger de la même façon l'ensemble des protagonistes qui prennent part aux définitions médiatiques des enjeux, cela, quelles que soient leurs positions.

Les données discutées lors du colloque s'appuient donc sur des protocoles d'enquête relativement similaires. Toutefois, la confrontation des résultats révèle la nécessité de coordonner davantage les opérations de recherche afin d'accroître leur comparabilité. Par exemple, les mots-clefs à partir desquels les corpus sont constitués et les statistiques produites ou bien les guides d'entretien et les principes d'échantillonnage des acteurs enquêtés mériteraient d'être harmonisés. Les tentatives de comparaison présentées ci-dessous doivent ainsi être lues prudemment, dans la mesure où le partage d'une démarche similaire ne comble que partiellement le déficit de cohérence dans les modes de production des données.

⁹ Mis à part en France, où l'Institut national de l'audiovisuel (INA) permet de mener des recherches rigoureuses sur les contenus radio et télévision, la plupart des enquêtes se font à partir de bases de données relatives à la presse écrite uniquement.

¹⁰ Il s'agit de réaliser des entretiens semi-directifs approfondis, qui doivent ensuite être intégralement retranscrits, mais également d'administrer des questionnaires pour un traitement statistique. Ces enquêtes prennent davantage de temps que les analyses de contenu et, à l'inverse de ces dernières, ne peuvent être répétées à échéances rapprochées pour produire régulièrement de nouvelles données pouvant donner lieu à un article.

UN RESULTAT GENERAL :
CEUX QUI CONTESTENT LE PROBLEME CLIMATIQUE
RESTENT A LA MARGE DES MEDIAS

En Suède, sur un corpus de presse extrait des principaux quotidiens généralistes suédois comprenant 518 articles traitant de la question climatique en 2008, seulement 14 rendent visibles des points de vue dissonants¹¹. En France, sur les 117 reportages consacrés au problème climatique dans les journaux télévisés du soir de TF1 et France 2 diffusés entre juillet 2009 et juillet 2010, seuls 2 donnent la parole aux points de vue dissonants – dont, auparavant, les défenseurs n’avaient jamais eu accès à cet espace journalistique particulièrement réglé¹². Ces deux constats reflètent fidèlement la tendance observée dans les six pays étudiés : la visibilité accrue des « sceptiques » dans les médias généralistes reste toute relative. Le problème climatique est exceptionnellement traité au prisme de la controverse. Comme le constate Reiner Grundmann, « *frames have a staying power* », si bien que les mises en récit des enjeux climatiques qui prévalent depuis le début des années 2000 constituent toujours la règle. Quand les journalistes traitent de ces enjeux, ils continuent de se baser sur le postulat que les changements climatiques d’origine anthropique sont un problème de premier ordre.

Encadré 1
A propos des Etats-Unis

Il convient de réserver un sort à part au cas des Etats-Unis, qui doit être appréhendé en fonction de ses particularités.

Fédératrice durant les années 1990, la question du climat y devient peu à peu un enjeu politiquement clivant. Au sein des champs du pouvoir américains, la prise en charge de la question climatique ne va pas de soi et fait l’objet d’affrontements organisés¹³. Dès lors, la médiatisation du problème climatique sur le registre du désaccord prend une signification tout autre que dans les pays où les affirmations du GIEC sont « *taken for granted* ». La conflictualisation partisane du problème donne aux controverses impliquant des scientifiques une résonance sociale particulière, dans la mesure où la question du climat est inscrite de la sorte dans un éventail plus large de positionnements idéologiques.

Les résultats produits par Mathew Nisbet, enseignant-chercheur à l’Université américaine de Washington, invite néanmoins à ne pas exagérer cette résonance sociale. D’une part, il observe qu’un « *audit* of climate change communication activities » manque pour procéder à une analyse raisonnée des faits. D’autre part, une enquête quantitative – soucieuse de son exigence scientifique tant dans ses intentions de recherches affranchies de la demande sociale que dans la formulation des questions ou dans les usages des résultats – à propos des relations que les américains entretiennent avec le problème climatique livre des conclusions contre-intuitives. En juin 2010, interrogés sur le changement climatique, 62 % des Américains se disent ou

¹¹ La posture sociologique incline à ne pas utiliser les termes « sceptiques » ou « alarmistes » ou bien seulement avec des guillemets, pour plutôt interpréter ces labels comme faisant partie de stratégies symboliques de disqualification et non comme des catégories sociologiques pertinentes. C’est pourquoi nous proposons de parler de voix ou points de vue dissonants pour désigner ceux qui remettent en cause les conclusions du GIEC ou l’importance du problème climatique.

¹² Entre janvier 1997 et décembre 2006, sur les 667 sujets diffusés dans les journaux télévisés du soir de TF1 et France 2, aucun ne donne la parole à un acteur questionnant le caractère problématique des changements climatiques. Cf. Jean-Baptiste COMBY, *Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse de doctorat en Sciences de l’information et de la communication, Université Paris II Panthéon-Assas, 2008.

¹³ Naomi ORESKES / Erik M. CONWAY, *Merchant of Doubts. How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, Bloomsbury Press, Bloomsbury, 2010.

bien « concernés » (28 %) ou bien « soucieux » (24 %) ou bien « indifférents » (10 %). Seul un tiers des américains exprime un avis fort, pouvant relever de la conviction, à propos de la question climatique : 12 % doutent de caractère problématique des changements climatiques, 12 % méprisent ce problème et 13 % sont à l'inverse « très inquiets ». Depuis 2008, quelques variations sont observables, puisque les « très inquiets » représentaient 18 % de l'échantillon, les « dubitatifs » 11 % et les « méprisants » 7 %. Toutefois, les 62 % qui se sentent concernés, se soucient ou n'ont pas d'avis représentaient déjà 64 % des 2 000 personnes interrogées. Cela signifie que ceux qui sont sensibles à la plus forte visibilité des voix dissonantes se recrutent surtout au sein du tiers des enquêtés qui, quel que soit leur position, sont prédisposés à avoir un intérêt fort pour la question. Quant aux deux tiers des Américains qui se déclarent moins impliqués dans ces enjeux, il semblerait que leurs positions évoluent relativement peu.

On peut faire l'hypothèse que les discours apocalyptiques tenus par les promoteurs de la cause climatique – sur le registre « les sceptiques ont gagné la guerre » – tiennent à un « effet loupe » qui les conduirait à ne plus voir que la médiatisation des voix dissonantes et, donc, à en grossir la visibilité publique et l'impact supposé. Cet « effet loupe » s'explique notamment par la position que ces climatologues, journalistes scientifiques, agents de l'Etat, militants, etc. occupent dans la concurrence pour l'imposition des définitions légitimes du problème.

Il faut prendre ses distances pour s'apercevoir que, rapporté aux flots de messages qui s'inscrivent dans le cadre du GIEC, le cadrage du problème climatique sur le registre de la controverse est statistiquement moins présent dans les médias. Quant à son retentissement symbolique – dont l'appréciation suppose de se situer dans des temporalités analytiques plus longues et de poursuivre les enquêtes de terrain –, il doit compter avec les nombreuses réactions des définisseurs primaires de la question climatique dans les médias généralistes. Ces réactions, qui contribuent sans doute à amplifier l'écho de ces voix dissonantes – il faudrait par exemple compter et analyser les articles commentant, pour le vanter ou le dénoncer, le livre-entretien publié chez Plon par Claude Allègre en février 2010), proviennent de groupes sociaux qui ont accès à de nombreux médias et disposent de moyens pour disqualifier la médiatisation des arguments de ceux qu'ils appellent « sceptiques » ou « négationnistes »¹⁴.

L'analyse clinique informe également les conditions sociales de possibilité de la médiatisation des voix dissonantes. Ainsi, dans les cinq pays européens passés en revue, ces dernières ne pénètrent que des espaces publics restreints. Que ce soit dans le champ de l'édition ou dans les émissions et rubriques journalistiques dédiées aux débats et aux opinions, les arguments remettant en cause les conclusions du GIEC se rencontrent dans des espaces d'expression où la confrontation des idées est valorisée. Ceux qui régulent ces espaces ne partagent pas les mêmes normes professionnelles que les journalistes de la rubrique « sciences » par exemple : ils considèrent que l'activité scientifique doit être traitée de la même manière que les activités politiques – où les points de vue contradictoires doivent être traités de façons équivalentes, voire, en périodes électorales, avec un temps de parole réglementé, afin de satisfaire aux exigences de l'objectivité journalistique.

La surface médiatique allouée aux voix dissonantes varie en fonction du profil des professionnels de l'information qui se saisissent de l'actualité climatique, mais également en fonction du type de média. De manière générale, les médias dits « conservateurs » ou plus proches des intérêts économiques privés, qui plus est destinés à des publics cultivés, s'ouvrent davantage aux remises en cause du GIEC que les médias qui se situent plus à

¹⁴ Florence LERAY, *Le Négationnisme du réchauffement climatique*, Golias, Lyon, 2010.

gauche politiquement ou bien qui visent des audiences plus diversifiées. En somme, tous les publics n'ont pas la même propension à être exposés aux controverses liées aux changements climatiques : celles-là s'expriment surtout dans des régions du champ journalistique dont les audiences sont fortement dotées en capitaux culturels.

Il ne faut néanmoins pas sous-estimer la rupture symbolique qui se joue dans l'attention accrue, tout à la fois circonscrite et diversifiée, dont bénéficient les points de vue dissonants depuis l'été 2009, au moins. Les mises en cause du GIEC suite aux épisodes du *climategate* et de la négociation de Copenhague vont vraisemblablement reconfigurer la considération publique du problème climatique. Bien qu'il soit encore trop tôt pour en apporter une évaluation scientifiquement fondée, l'attention nouvelle portée aux discours dissonants, à défaut d'être inédite et massive, modifie par exemple l'espace du dicible à propos du climat, en tout cas en Europe. Les chercheurs réunis lors de ce colloque s'accordent pour expliquer cette ouverture des cadrages envisageables par une diversification de la configuration sociale des « propriétaires » du problème climatique. Devenu un problème de premier plan sur la scène médiatique, le climat confère désormais du capital symbolique à ceux qui s'en saisissent. Autrement dit, il devient de bon ton, pour les intellectuels médiatiques, de s'exprimer sur cette question. Il s'ensuit que l'éventail des personnes qui parlent des enjeux climatiques s'élargit, ce qui se traduit par un renouvellement des visions possibles du problème. Ce déconfinement social accentue l'hybridation discursive qui caractérise la médiatisation des controverses sur le climat. Ces dernières brouillent les frontières entre les registres de la science, de la politique, de l'éthique, etc. Parce qu'alimentées par des acteurs multipositionnés ou bien issus d'univers diversifiés, elles puisent dans une mosaïque d'arguments pour donner lieu à des discours bigarrés et, ce faisant, susceptibles d'enrôler une plus grande variété d'avis.

Il reste que les modalités de ces déconfinements sociaux sont plurielles et fortement redevables de configurations historiquement et collectivement construites, c'est-à-dire aussi nationalement situées.

DES RESULTATS CIRCONSTANCIES

Si les tendances générales et les processus explicatifs semblent relativement similaires selon les pays, les analyses montrent toutefois des différences nationales dans la médiatisation des controverses liées aux changements climatiques. Ces différences sont tout à la fois quantitatives et qualitatives. Ainsi, ceux qui contestent le caractère problématique des changements climatiques profitent d'une plus forte exposition médiatique aux Etats-Unis – cela, depuis la fin des années 1990¹⁵ – et, dans une moindre mesure, en Angleterre. Ils apparaissent également dans les médias généralistes français et allemands, mais sont presque absents des espaces publics portugais et suédois.

En outre, alors qu'aux Etats-Unis ou en France les journalistes traitent essentiellement des agents nationaux (Allègre, Courty, Rittaud, etc.), en Allemagne, par exemple, il est surtout fait mention d'individus anglo-saxons (Inhofe, Singer, etc.). De même, si aux Etats-Unis les points de vue dissonants semblent surtout nourris et portés par des collectifs (*think tanks*, fondations, partis politiques, etc.), en Europe, ils seraient davantage présentés comme étant le fait d'individualités. Ces différences renvoient aux histoires sociales du problème, dont les carrières varient d'un pays à l'autre.

¹⁵ Aaron MACCRIGHT / Riley DUNLAP, « Challenging global warming as a social problem : an analysis of the conservative movement's counter-claims », *Social Problems*, n° 47 (4), 2000, pp. 499-522

Encadré 2

Le poids des configurations sociales : zoom sur le cas français

A partir des thèses de Jean-Baptiste Comby, Hélène Guillemot et Stefan Aykut¹⁶, il est possible de proposer une description assez fine de la carrière publique de la question climatique en France. Se profilent en effet trois phases, qui se caractérisent par trois types de configuration sociale. A ces trois périodes, correspondent également des conditions de possibilité d'un traitement journalistique de la question climatique au prisme de la controverse.

Dans les années 1990, le climat n'est pas encore constitué comme un problème public. La question est très peu présente dans les médias audiovisuels et ponctuellement traitée par quelques quotidiens nationaux d'information. Les groupes qui s'engagent dans cette question sont peu nombreux, peu organisés, peu coordonnés. Ils forment une configuration sociale lâche et perméable. Les critiques de « l'alerte climatique » sont possibles (*cf.* l'appel d'Heidelberg).

A partir de la fin des années 1990, plusieurs transformations sociales expliquent l'accès du climat au sommet de la hiérarchie des problèmes publics. En particulier, la structuration des sciences du climat puis leur ouverture aux espaces politiques et médiatiques, l'institutionnalisation du journalisme environnemental, la mise en place d'une action publique avec une forte composante symbolique ou encore la mobilisation de professionnels de l'opinion (Hulot, Arthus-Bertrand, etc.) contribuent à imposer la question climatique sur un registre consensuel. L'enjeu partagé par ces acteurs est le souci de « sensibiliser » le plus grand nombre, ce qui a pour conséquence de maintenir en marge de l'espace du dicible tous les aspects du problème susceptibles de démobiliser. La thématique de l'adaptation ou les disputes scientifiques se trouvent ainsi très peu couvertes par les médias¹⁷. Quant aux voix dissonantes, leurs apparitions publiques sont des occasions de cristalliser la coopération – le reste du temps implicite, impensée et silencieuse – entre les entrepreneurs du problème climatique.

Depuis 2008, il semble que cette configuration sociale à partir de laquelle le climat est devenu un problème public de premier plan en France perde son relatif monopole du cadrage médiatique de la question climatique. Toujours active et influente, cette configuration se diversifie et les « propriétaires » du problème qui maîtrisaient les définitions dominantes du problème se trouvent concurrencés. Cette concurrence s'exerce dans des conditions particulières, puisqu'elle se joue dans des espaces journalistiques où le climat était jusque là peu traité (tribunes, chroniques, éditos, débats, etc.).

Si les arguments échangés sont peu ou prou les mêmes que ceux qui circulaient dans les années 1990, il convient désormais d'analyser comment les « propriétaires » du problème réagissent à cette concurrence inédite par la diversité socioprofessionnelle des individus qui s'en emparent (géologues, mathématiciens, géographes, écrivains, philosophes, journalistes, etc.). Pour les promoteurs de la cause climatique, l'enjeu consiste sans doute pas tant à faire écran aux voix dissonantes qu'à maintenir une attention médiatique et politique élevée sur le problème climatique. Il semble en effet que les journaux télévisés aient sensiblement moins parlé des changements climatiques – alors que l'actualité s'y prêtait avec la marée noire *deepwater horizon*, les incendies en Russie, les inondations au Pakistan, le sommet de Cancun – que durant les précédentes années.

¹⁶ Jean-Baptiste COMBY, *op. cit.* ; Hélène GUILLEMOT, *La Modélisation du climat en France des années 1970 aux années 2000. Histoire, pratiques, enjeux politiques*, Thèse de doctorat en Histoire des sciences, Ecole des hautes études en sciences sociales, 2007 ; Stefan AYKUT, « La construction du changement climatique comme problème public. Débat médiatique et expertise climatique en France et en Allemagne », in S. BELLAL / B. DENIS / D. DUEZ (dir.), *Savoirs experts, savoirs profanes : vers de nouveaux modes de construction de l'actualité politique ?*, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 2010.

¹⁷ Jean-Baptiste COMBY, « Quand l'environnement devient médiatique. Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, n°157-158, 2009, pp. 159-190.

Pour autant, il convient de rester prudent avec les comparaisons, dans la mesure où, comme nous l'avons indiqué plus haut, d'un pays à l'autre, les protocoles d'enquête ne caractérisent pas les carrières du problème climatique de façons suffisamment cohérentes.

PERSPECTIVES DE RECHERCHES

Ainsi, dans le sillon tracé par Dan Hallin et Paolo Mancini¹⁸, il importe désormais d'initier des analyses susceptibles de caractériser des configurations sociales à partir de critères identiques d'un pays à l'autre (relations entre l'Etat et les institutions scientifiques ou les associations environnementales, économie des « sources » des journalistes, degré de spécialisation des journalistes en charge de l'actualité sur le climat, etc.). Le travail présenté par Reiner Grundmann s'inscrit dans cette perspective proprement comparative : il compare ainsi, à partir d'une recherche par mots-clefs dans des corpus de presse, la présence, d'une part, des « sceptiques » (à partir des noms) et, d'autre part, de leurs arguments (à partir d'expressions), dans les journaux d'information anglais, allemand et français. La recherche menée par le Mediaclimate Network sur la médiatisation du Sommet de Copenhague dans 19 pays constitue également une opération pionnière du point de vue de l'harmonisation des appareils d'enregistrement des données¹⁹. Pour l'heure, les analyses esquissées lors du colloque doivent donner lieu à de multiples précautions. Elles laissent néanmoins entrevoir les potentialités d'une analyse systématisée et longitudinale des constructions nationales de ce problème public fortement internationalisé²⁰.

Au registre des perspectives de recherche, les participants ont souligné la nécessité heuristique d'investir davantage dans des enquêtes qualitatives afin d'éclairer les manières dont les individus, en fonction de leurs positions et trajectoires sociales, s'informent – ou pas – sur les questions climatiques, en discutent, se forment des points de vue, etc. Pour ne pas surestimer la contributions des médias à la formation des schèmes d'appréhension du problème climatique, ni héroïser les activités herméneutiques des individus, il est utile d'étudier ensemble la production des messages et leurs circulations, les dispositifs médiatiques et les dispositions sociales, l'offre de points de vue et leurs consommations au sein des différents groupes sociaux, conformément au postulat de l'indissociabilité du processus de communication²¹. Car lorsqu'on laisse le temps aux enquêtés de s'exprimer ou de discuter des enjeux climatiques, ils proposent des visions des changements climatiques éloignées de celles enregistrées par les sondages ou autres baromètres. Les discours se montrent souvent ambivalents, socialement marqués, inégalement politisés et mobilisant différemment une variété de ressources cognitives, culturelles, informationnelles, etc. Les points de vue exprimés sur le climat se révèlent ainsi indissociables de rapports au monde,

¹⁸ Dan HALLIN / Paolo MANCINI, *Comparing Media Systems : Three Models of Media and Politics (Communication, Society and Politics)*, Cambridge University Press, Cambridge, 2004.

¹⁹ Elisabeth EIDE / Risto KUNELIUS / Ville KUMPU (dir.), *Global Climate ? Local Journalisms. A Transnational Study of How Media Make Sense of Climate Summits*, Projektverlag (Global Journalism Research Series, vol. III), Freiburg, 2010. Les vingt-cinq chercheurs ayant contribué à cet ouvrage étudient la médiatisation des sommets de Bali (2007) et Copenhague (2009) dans 19 pays. Comme nous, ils constatent le poids des contextes nationaux dans la médiatisation de ces événements « globaux ». Ils observent également la faible visibilité générale des « voix dissonantes ». Le cas américain suggère d'ailleurs que les points de vue des « sceptiques » sont plutôt disqualifiés dans les médias généralistes américains durant la quinzaine de Copenhague : cf. en particulier, dans l'étude citée ci-avant Adrienne RUSSELLE, « The United States : old media, new journalism – the changing landscape of climate news », pp. 325-339.

²⁰ On peut définir un problème public internationalisé comme un enjeu dont la problématisation met en avant ses dimensions globales et la nécessité de le prendre prioritairement en charge au niveau des institutions internationales.

²¹ Stuart HALL, « Codage / Décodage », *Réseaux*, 1981, n° 68, pp. 27-39.

aux corps, à l'habitat, aux contraintes économiques, à la consommation, à l'alimentation, au tourisme, à l'école, à la religion, etc., si bien que ce sont toutes les branches de la sociologie qui pourraient être convoquées pour comprendre les chemins empruntés par les individus pour penser les problèmes climatiques et ses enjeux²².

Si la connaissance de l'activité sociale des « publics » face à la construction publique du problème climatique reste à approfondir, le principal angle mort du colloque réside dans l'absence de travaux centrés sur Internet. Les spécificités d'Internet, dans les processus de mise en public des problèmes et de leurs définitions concurrentes, sont de mieux en mieux cernées par les sciences sociales. Contre les apparences, Internet demeure un espace hautement hiérarchisé. Être présent sur le *web* ne signifie pas toujours être vu. Cependant, Internet se distingue par l'absence de régulation à l'entrée. Alors que l'accès aux journaux et aux émissions d'information est contrôlé par des professionnels, tous les points de vue peuvent se mettre en scène sur la toile : Internet permet ainsi à tout le monde de produire ses contenus, qu'ils relèvent de l'information, de l'expertise, de la prise de position politique, de la démonstration scientifique, etc., mais également de les commenter ou de les partager. Des enquêtes relatives aux effets d'Internet sur la construction des problèmes publics pourraient ainsi compléter utilement les analyses qui se concentrent sur des supports médiatiques aux surfaces limitées. A en croire les premiers travaux étudiant les conséquences d'Internet sur les logiques de production de l'information, cette nouvelle forme d'expression publique ne bouleverse ni les pratiques, ni les contenus, mais accentue certaines dynamiques comme la contrainte de réactivité²³.

Enfin, dans ce souci de se décentrer des médias généralistes, des recherches sur des médias spécialisés tels que les magazines professionnels et syndicaux ou la presse économique mériteraient elles aussi une plus grande attention. Ces journaux s'adressent en effet à des publics plus spécifiques et obéissent à des logiques de production et de consommation sensiblement différentes. Ils produisent notamment une information davantage thématique et on peut faire l'hypothèse que les cadrages de cette information se distribuent autrement que dans les médias généralistes. Quant à leurs modes de lecture, ils sont vraisemblablement motivés par des intérêts – professionnels – spécifiques et animés par une confiance sans doute plus forte dans des journalistes perçus comme spécialisés.

Pour conclure, les analyses se veulent modestes pour deux raisons. D'une part, les résultats demeurent fragiles pour les motifs méthodologiques évoqués. D'autre part, le résultat le plus robuste plaide pour une interprétation nuancée des phénomènes observés. Si les évolutions observées doivent être prises au sérieux, elles ne constituent pas des changements radicaux. Le constat qui s'impose est celui d'un rappel des régularités propres au monde social dont les structures font preuve d'inertie, de *path dependency* et de transformations processuelles non linéaires et hautement contextualisées.

²² Comby, *op.cit.*, 2008, Partie III

²³ Rodney Benson, "New media as a 'journalistic field': what Bourdieu adds to new institutionalism and Vice Versa", *Political Communication*, 2006, n°23, p. 187-202.